



PAVAN SUKHDEV

.....  
Conseiller spécial et  
chef du projet  
« Initiative pour une  
économie verte » du PNUE

# Tout repose sur le capital naturel



Plus de 800 experts de nombreuses disciplines se sont récemment rencontrés à Dubaï pour préparer la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Ils ont recensé pas moins de 75 secteurs à problèmes et ont nommé, pour chacun, un Conseil mondial, composé d'une douzaine d'experts chargés de réfléchir et d'en tirer des leçons pour une coopération mondiale. J'ai été invité à présider un conseil sur l'appauvrissement des écosystèmes et de la biodiversité, ou capital naturel, mais dès le début de la discussion, le Conseil s'est rapidement rendu compte que les difficultés inhérentes à notre secteur étaient partagées ou étaient, en fait, la cause de difficultés rencontrées dans pas moins de 40 autres secteurs.

Prenons, par exemple, les conseils évaluant les risques mondiaux (pénuries d'eau douce, pénuries alimentaires, nutrition, pandémies, catastrophes et commerce illicite) : tous considéraient l'appauvrissement des écosystèmes et de la biodiversité comme des facteurs essentiels. Le conseil sur les migrations constata que, pour lui, son problème le plus important était le dépérissement des récifs coralliens et des bancs de poisson tropicaux, source de la migration potentielle de 200 millions de personnes. Les questions de sécurité (États fragiles, droits de l'homme) étaient liées à l'existence des biens et des services que la nature procure aux populations pauvres. Tous les conseils régionaux, de l'Australie à l'Amérique latine, ont diagnostiqué des problèmes importants découlant du mauvais usage du capital naturel. L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements grâce

aux écosystèmes ainsi que la gestion des océans, en particulier la survie de la pêche en haute mer, étaient indissociables des écosystèmes et de la biodiversité.

Lorsque je fis part de ces réflexions à un ami membre d'un autre conseil, il haussa les sourcils et s'exclama : « Eh bien, cela ne me surprend guère. Tous les autres conseils dépendent du tien! ». Cela signifie en clair que la Terre est notre seule maison et que ses écosystèmes et sa biodiversité, qui sont le cadre physique et le tissu vivant de la planète, offrent aux hommes l'air, la nourriture, l'eau, les combustibles et les fibres dont ils ont besoin, ainsi que tout un ensemble de services écosystémiques qui rendent la planète habitable.

Le capital naturel, à savoir les écosystèmes et la biodiversité qui s'offrent aux hommes, est à la base de toute chose. Pourtant, la déperdition annuelle du capital naturel terrestre correspondant à la perte des avantages pour le bien-être humain causée par la seule destruction des forêts se chiffre entre 2 000 et 4 500 milliards de dollars. Pourquoi des pertes de capital si importantes ont-elles échappé à la vigilance des peuples et n'ont pas reçu de réponses politiques appropriées? D'après moi, la cause principale réside dans l'invisibilité économique du capital naturel. En effet, les biens et les services qu'il produit sont en grande partie des « biens collectifs » qui ne sont ni mesurés, ni gérés, et dont les bénéficiaires disposent librement et directement.

Le capital naturel n'apparaît pas dans les comptes nationaux. Les instruments de mesure dans leurs formes actuelles

remontent à la deuxième Guerre mondiale et au plan Marshall, lorsque les économistes Richard Stone et James Meade, soutenus par J.M. Keynes, les concurent pour garder la trace comptable de l'activité économique. Au vu des circonstances, leur système était nécessairement « industriel » : il n'y avait pas de place dans ce système pour la dégradation de l'environnement et l'évolution sociodémographique. Après la guerre, on continua d'utiliser le même système avant de l'adapter pour créer les méthodes de calcul du PIB appliquées aujourd'hui à travers le monde.

Les créateurs du PIB avaient conscience de ses limites. « Les trois piliers sur lesquels l'analyse de la société doit reposer sont les études des phénomènes économiques, sociodémographiques et environnementaux » affirmait Richard Stone, recevant le prix Nobel en 1984. Il ajouta que son travail portait essentiellement sur la comptabilité économique et qu'il n'avait pas pu consacrer beaucoup de temps à son équivalent environnemental, bien qu'il fût conscient « que l'on peut fort bien comptabiliser les dimensions environnementales telles que la pollution, l'affectation des terres et les ressources non renouvelables ».

Ainsi donc, les créateurs de la méthode actuelle de calcul du PIB considéraient leur travail comme inachevé, et l'admettaient déjà il y a 25 ans. Malheureusement, on a continué à consacrer beaucoup d'énergie au perfectionnement de ce concept incomplet et dépassé.

Notre boussole économique est défectueuse et doit être améliorée afin de mieux refléter le rôle du capital humain et naturel. Il faut s'assurer que les coûts et les avantages de la conservation de la nature sont calculés le mieux possible, qu'ils sont reconnus par tous (dirigeants, entreprises et citoyens), qu'ils sont pris en considération dans les comptes sociaux et qu'ils sont gérés de sorte à être répartis plus équitablement entre les communautés et à perdurer pour les générations à venir.

*« Nous avons besoin  
d'une < économie verte >  
exploitant  
la productivité de  
la nature pour  
augmenter  
la biocapacité  
de la Terre  
et  
assurer ainsi à  
l'humanité  
un bien-être plus  
grand  
et  
mieux réparti. »*

Notre projet « Économie des écosystèmes et de la biodiversité », qui fait désormais partie de l'Initiative pour une économie verte du PNUE, et dont les résultats seront publiés en octobre lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, a pour but de présenter des solutions au problème de l'invisibilité économique du capital naturel et de décrire les moyens de reconnaître et rémunérer le produit de ce capital. Les rapports établis à ce titre et le Rapport sur l'économie verte examinent le malaise dans le capitalisme moderne et recommandent divers moyens de réformer la politique et d'organiser les marchés pour produire davantage de richesses, créer des emplois décents et engendrer moins de pauvreté. Le capital naturel et ses valeurs ainsi que le meilleur usage que l'on peut en faire sont au cœur du projet et constituent une composante essentielle de la future économie verte.

Si nous voulons que le capitalisme fonctionne, il faut que le capital naturel soit reconnu dans toutes ses dimensions aussi bien physiques (actifs financiers, autres actifs générés par l'homme), humaines (éducation, santé), sociales (harmonie collective, relations humaines, etc.) que naturelles (fleuves, terres humides, forêts, récifs coralliens, ainsi que la biodiversité qui y vit). Cette notion n'est pas nouvelle. Elle est l'héritage des « ressources économiques de base » d'Adam Smith : « terre, travail, capital ». Mais, à cette époque, la terre et le travail étaient disponibles en abondance et la colonisation augmenta beaucoup ces ressources. L'énergie ne constituait pas alors un facteur de production important. Le facteur limitatif était le capital financier. Les temps ont bien changé!

Nous avons désormais besoin d'un capitalisme « tridimensionnel » englobant le capital financier, le capital naturel et le capital humain. Nous avons besoin d'une « économie verte » exploitant la productivité de la nature pour augmenter la biocapacité de la Terre et assurer ainsi à l'humanité un bien-être plus grand et mieux réparti. Nous devons penser le capital naturel non pas comme une catégorie d'actifs qui seraient secondaires, non pas comme une source de « matières indéfinissables » destinées à l'alimenter nos chaînes de production, mais comme une infrastructure écologique complexe et précieuse qui nous offre à la fois des biens (alimentation, combustibles, fibres, etc.), des services (nettoyage de l'air, régulation du cycle de l'eau douce, régulation du climat, etc.) et des idées (applications du biomimétisme susceptibles de transformer radicalement nos modes de production actuels). Il faut que la classe politique et les chefs d'entreprise réfléchissent ensemble à la reconstitution du capital naturel afin que non seulement nous et nos enfants, mais aussi les générations futures, puissent encore profiter des contributions qu'il apporte presque gratuitement au bien-être des hommes.